

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

cgt

BOURSE DU TRAVAIL : 19, PLACE SAINT-SERNIN - 31070 TOULOUSE CEDEX - N°67 JUIN 89



18 MAI

**UN GRAND SUCCES !
UN TREMPLIN POUR
LES LUTTES
LE RENFORCEMENT
DE LA C.G.T.**



8.000 MANIFESTANTS A TOULOUSE

85 ARRETS DE TRAVAIL →



DASSAULT, AEROSPATIALE, ABG-SEMCA, RENAULT-MIRAIL et ETATS-UNIS, THOMSON CET, CLINIQUE PASTEUR, TERRITORIAUX DE TOULOUSE, CPAM, EDF-SUD (Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne), SANEGRE, SOCOTRAP, GUIRAUDI-AUFEVRE, FONTANIER, TRI PTT LARDENNE, GARAGE PTT, NEGRENEYS, CCP, FOURNIE-GROSPAUD, CEAT, ATE, SEMVAT, EQUIPEMENT, DDASS, CHU-RANGUEIL, IUT (non enseignants), RUGGIERI, SDEN, TRICOTAGES TOULOUSAINS, CHS-MARCHANT, AIR-FRANCE, AZF, ERM MURET, SOGEA, SEAS, CGEE ALSTHOM, ENSICA, INSAE, ROUDIERE, BOMAP, CENTRE ETUDE DE GRAMAT, EDF-RODEZ, EDF-CAHORS, CENTRE PRESSE, PTT DE L'AVEYRON, LAITERIE VILLECOMTAL, GASCOTUBE, TRESOR DU GERS, CHS AUCH, VILLEROY-ET-BOCH, ATS, ALSTHOM, SÔULE, COMMUNAUX DE TARBES, COMMUNAUX DE BAGNERES, SGPEN, GALLEGO, EQUIPEMENT PARC, PTT, URSSAF, EDF MIDI-PYRÉNÉES, HOPITAL MONTAUBAN, COMMUNAUX MONTAUBAN, PTT TARN-ET-GARONNE, INTERAGRA, CHEMINOTS TOULOUSE, TARBES, ST-JORY, CAPDENAC, MONTAUBAN, PAMIERS, CASTRES, IMPOTS DANS LES HUIT DÉPARTEMENTS DE LA RÉGION, 600 GAZIERS ET ÉLECTRICIENS DE MIDI-PYRÉNÉES à l'appel de la CGT manifestent à PARIS.

LES ELUS PRESENTS A LA MANIFESTATION

Sylviane AINARDI, conseillère municipale de Toulouse, conseillère régionale, candidate du PCF aux élections européennes.

Michel VEYSSIERE, conseiller régional P.C.F.

Charles MARZIANI, conseiller municipal de Toulouse P.C.F.

Joëlle GREDER, candidate au PCF aux élections européennes, conseillère municipale de Montauban



4 UNE PRESENCE REMARQUEE



M. CAMACHO,

**PRÉSIDENT DES COMMISSIONS
OUVRIÈRES D'ESPAGNE**

«... C'est un honneur, un plaisir, un devoir, en route pour le 43^e Congrès de la CGT, d'être à côté de vous comme vous avez été à côté de nous au moment où nous étions en prison, pendant la dictature. C'est notre place, au moment où la marche de la C.C.E. se fait fondamentalement au bénéfice du capital allemand/ouest et au bénéfice des secteurs parasitaires et spéculateurs de tous les pays, au moment où les riches

sont plus riches, les pauvres sont plus pauvres, pour nous c'est un devoir d'unir les forces de tous les travailleurs de tous les pays.

Depuis l'entrée de l'Espagne dans le marché commun en 1985, le déficit de la balance commerciale est de 900 milliards de pesetas en 1988, et nous avons perdu pratiquement 225 000 postes de travail, que l'on pourrait créer si naturellement, on fait investi cet argent-là.

Alors dans ce sens-là, il ne faut pas que l'Europe soit l'Europe des secteurs financiers et des spéculateurs, mais qu'elle soit l'Europe des travailleurs... »

...Sur les luttes des travailleurs espagnols : le 14/12 - 94 % des travailleurs espagnols ont fait la grève dans la solidarité et l'unité de tous les syndicats de classe et démocratiques. C'est la plus forte grève jamais connue dans l'histoire du pays.

Le 27 avril, un million de travailleurs étaient en grève, on a arraché des améliorations pour un million et demi de salariés dans des conventions collectives déjà signées cette année, une moyenne de 6,8 % d'augmentation de salaire. L'inflation devenue importante, et atteint le niveau d'augmentation que nous avons obtenu.

Dans la lutte, les salariés espagnols, sont conscients qu'il faut maintenir la pression, changer la politique économique, que cela la lutte sociale est très importante...

...Nous croyons que pour faire face aux secteurs parasitaires et spéculateurs qui vont dominer l'Europe du futur, si on ne la change pas et il faut la changer, l'unité des travailleurs est inexorable et inévitable, mais c'est nécessaire.

Nous croyons que la C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats), doit admettre tous les syndicats, les C.C.O.O., la C.G.T., la C.G.T. Portugaise.

ACTEURS DES LUTTES, ILS ONT DIT

V.O.A.



«...Alors que notre entreprise va investir dans les trois prochaines années plus de 11 milliards de centimes pour faire face à ses besoins, les pouvoirs publics et le gouvernement, seraient bien inspirés d'éliminer une partie de la dette de la VERRERIE OUVRIERE D'ALBI... »

U.D. AVEYRON

«... Dans le Bassin de VIVIEZ DECAZEVILLE, en l'espace de 2 ans, on a liquidé toute la sidérurgie, toute la production du zinc. Aujourd'hui, c'est la casse des services publics, puisqu'on veut liquider en grande partie tout ce qui est SNCF dans l'AVEYRON et le LOT. La ligne SNCF VIVIEZ, DECAZEVILLE, CAHORS, CAPDENAC sont menacées ainsi que toutes les gares du département... »



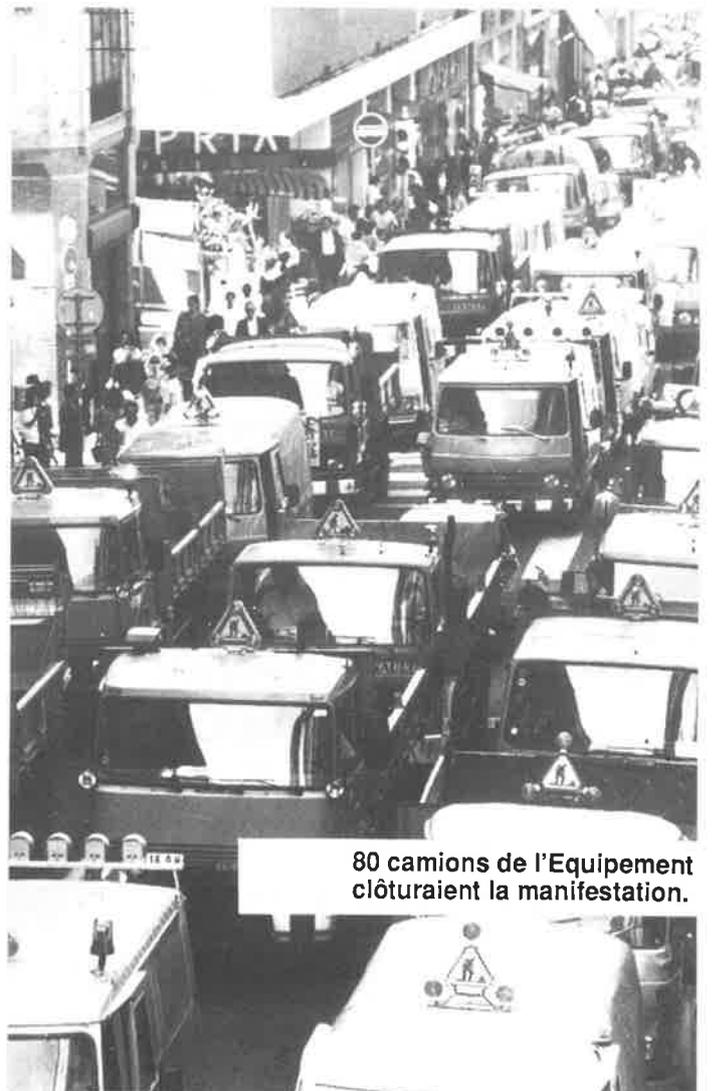
**RENAULT TOULOUSE
MENIGUZZO**



«...Il y a les "DIX de BILLANCOURT", à TOULOUSE, il y a E. BOZETTO qui est licencié et qui est toujours sous la surveillance des salariés dans l'enceinte des ateliers. Ils veulent casser la CGT pour mieux casser de nombreux sites... »

ROUDIÈRE

«...Il y a un an, pour des raisons de rentabilité et de compétitivité, on nous a imposé un plan de restructuration qui s'est traduit par des conditions de travail épouvantables. Un an après, il y a 745 licenciements prévus, c'est la mort du Pays d'Olmes... »



80 camions de l'Equipement clôturaient la manifestation.

UN POINT D'APPUI MOBILISATEUR

POUR DONNER CONFIANCE, ELARGIR, RASSEMBLER, GAGNER

(Extraits de l'intervention de Gérard Alezard
Secrétaire Confédéral).



« ...Aujourd'hui, n'en déplaise à tous les prêcheurs de renoncement, qu'ils logent à Matignon, au CNPF, ou à l'Elysée, ou encore à la mairie de Toulouse, ce sont bien les forces vives de Midi-Pyrénées représentées ici, celles qui refusent la régression, celles qui luttent pour le progrès.

Aujourd'hui, la voix qui s'est exprimée celle du monde du travail, de la population, de tous ceux qui veulent vivre et travailler dans une région forte, pour une France qui maîtrise ses atouts et pour une autre Europe, comme vous l'avez souligné, une Europe pour le fric, celle qui se construit pour 92.

Vous avez donné aujourd'hui une réponse, la réponse à la toulousaine, à cette tristement fameuse méthode ROCARD, et à son arsenal d'intransigeances, de manoeuvres politiciennes, de mépris pour les travailleurs et de répression. C'est ce Premier Ministre-là, qui s'inscrira dans l'histoire de notre pays, pour avoir dit : « Il est temps que cesse le fait que dès qu'une catégorie sociale descend dans la rue, l'Etat paye pour arrêter cela ». Et bien, cette phrase, ce propos scandaleux, adressé aux salariés corses, vise en réalité tous les travailleurs, et c'est la raison pour laquelle, il a eu les félicitations de François Péri-got. Et bien, la meilleure réponse qu'il soit, c'est la vôtre, c'est la mobilisation, c'est l'action, c'est ce que vous avez choisi comme des centaines de milliers de travailleurs en France, comme les travailleurs corses admirables et exemplaires.

Le gouvernement, le patronat, les médias, spéculent sur le pourrissement, sur l'essoufflement, ils ont misé sur le découragement, sur les difficultés matérielles, mais il y a loin de la coupe aux lèvres, les travailleurs corses sont toujours dans la lutte, sous des formes qu'ils ont choisi et la CGT normalement toujours avec eux quoiqu'ils décident.

Bien sûr, on ne peut pas préjuger des résultats de cette lutte, mais quand même les certitudes se vérifient, qui ont valeur d'exemple pour tout le monde, et pour nous ici aussi parce que les travailleurs corses n'ont renoncé à rien. Ils sont forts aujourd'hui de toute l'expérience acquise et toujours du soutien de la population. Ils sont forts de convergence de luttes avec les travailleurs qui exigent de meilleurs salaires, avec des millions de travailleurs qui veulent mieux vivre, ils sont forts aussi de la conscience claire, des enjeux et du niveau de la lutte qu'il faudra développer pour gagner, et pour gagner durablement.

Ils démontrent pour nous tous, et avec nous tous, avec les DASSAULT, avec les RENAULT, avec les TRAVAILLEURS de l'ARSENAL, les travailleurs de la FONCTION PUBLIQUE, tous ceux qui sont présents ici et beaucoup d'autres, ils démontrent que tout espoir de décourager les travailleurs qui entrés dans la lutte, ou qui y entrent maintenant, est un calcul à courte vue.

La preuve, c'est que le patronat ou le pouvoir qui recherchent le découragement ou le renoncement, pas seulement pour les travailleurs corses, sont en échec. Leur intransigeance, leurs manoeuvres, engendrent finalement beaucoup plus l'accumulation de mécontentement, une réflexion plus mure, une combativité plus grande, une expérience plus riche, une convergence plus étroite entre les travailleurs et surtout de plus en plus le sens de l'intérêt commun qui est en train de construire un mouvement plus fort, plus large, plus tenace, qui

fera plier les patrons, le gouvernement, et tous ceux qui aujourd'hui s'opposent aux revendications des travailleurs. Malgré les silences et les mensonges, la réalité finit toujours par s'imposer.

Parce qu'aujourd'hui, la dominante, c'est l'existence et c'est l'élargissement des luttes. De nouvelles catégories entrent dans l'action et d'autres déjà mobilisées y restent sous des formes diverses. Tous les secteurs d'activité, publics ou privés y restent sous des formes diverses. Tous les secteurs d'activité, publics ou privés sont concernés, diversifiés, multiformes, bouillonnants ici, s'apaisant momentanément-là, puis repartant, imprévisibles souvent dans son évolution, il y a là la réalité d'un phénomène de dimension nationale, il y a là en vérité l'expression de la détermination de plus en plus forte des travailleurs de ne pas se laisser faire.

Le discours de résignation passe plus difficilement et aussi les menaces ou les mesures d'intimidation.

Ils voulaient une CGT écrasée, isolée et elle se renforce, ils voulaient le pouvoir et le patronat, marginaliser les forces de résistance et de lutte de classe chez nous, elles sont présentes partout où il y a lutte.

On a dit, aux uns et aux autres, on vous a dit, « il faut vous y faire, c'est la vie », et bien les travailleurs ne s'y font pas et vous n'acceptez pas, vous résistez, vous luttez, il y a des résultats, vous voulez continuer et vous avez raison, vous aurez la CGT, toujours à vos côtés.

Le plus bel exemple, la confirmation de cette donnée-là, c'est bien cette manifestation, cette journée régionale, tout cela recèle une forte dynamique, pour un rassemblement plus large, et pour des actions multiples dans les entreprises, dans les départements de la région.

De DASSAULT, à RENAULT, des SERVICES PUBLICS à ROUDIERE, les ateliers d'Armement de Tarbes ou de TOULOUSE, aux mines de CARMAUX, DECAZEVILLE, du COMMERCE à la CONSTRUCTION, aux BANQUES, à la CHIMIE, partout il y va de toute la diversité, mais surtout de toute la cohérence de MIDI-PYRENEES, et c'est justement une des forces que nous avons, une des forces que vous avez aujourd'hui.

C'est la confirmation qu'il ne peut y avoir de maintien et de développement économique que si on prend en charge les besoins des travailleurs et de la population.

C'est ce qui est attaqué, c'est toutes les possibilités pour les travailleurs, pour leur famille, pour leurs enfants, d'étudier, de travailler et de construire ensemble l'avenir auquel ils ont droit.

Evidemment, on vous promet beaucoup de choses, on vous promet d'être la métropole européenne, mais on le promet à 50 ou 100 villes en même temps dans le pays. Ou alors, on vous dit « Vous allez être ou vous êtes le carrefour de l'Europe », comme à beaucoup d'autres, mais être un carrefour, quel idéal pour des centaines et des centaines de milliers de travailleurs. Quel idéal accusateur pour tous ces promoteurs de 92, le pouvoir, le patronat, et tous ceux qui se situent ou à droite ou au Parti socialiste.

Au fond, le choix serait le suivant, ou être un lieu de passa-

ge, ou être un lieu de loisir pour ceux qui en auraient les moyens, et bien avec vous nous disons : Non, même avec l'accent toulousain, un schtroumpf restera un schtroumpf, et leur carrefour, il s'assimile plutôt à celui de Raymond DEVOS, on y entre, mais on en sort pas et parfois on en meurt.

Nous refusons cet avenir-là, ici comme dans toutes les régions, les travailleurs aspirent et luttent pour autre chose, et c'est ce qui justifie toutes ces actions, celle que vous menez, c'est ce qui leur donne leur dynamisme.

Je pense à cette intégration européenne qui programme ouvertement une régression sociale sans précédent, le recul économique, le surarmement, le seul objectif étant de répondre aux besoins et aux intérêts des puissances financières et des états dominants, et l'Europe dite sociale, sert seulement de paravent, mais ce qui se prépare, c'est la remise en cause de tout ce qui s'assimile au droit social, c'est la fuite en avant dans des choix, dont la nocivité s'exprime ici.

Tout ce qui se fait dans les entreprises, dans les départements, dans la Région, relève de cette démarche-là, ce sont des choix délibérés, ce sont des choix d'abandons, de renoncement, de soumission de la France, au bénéfice de l'Europe de la finance.

Et il n'y a aucune obligation pour le Gouvernement, pas la moindre obligation de suivre, pas la moindre obligation d'appliquer si c'est mauvais pour les Français, et a fortiori pas la moindre obligation de précéder les décisions européennes, comme le font le gouvernement et l'ensemble des pouvoirs publics.

Patronat ou pouvoir actuel, tous les promoteurs de l'intégration européenne, qu'ils soient de droite ou d'ailleurs rivalisent d'efforts pour mobiliser pour 92 et pour lever l'inquiétude qui grandit dans l'opinion.

Mais les faits sont là, qu'il s'agisse des programmes des différentes composantes de la droite, de Giscard d'Estaing à Mme Veil, ou aux pseudo rénovateurs, modèle Baudis, ou encore du patron-ministre FAUROUX, qui lui, va jusqu'à recommander cyniquement, de passer de l'accueil passif dit-il, à la propagande active des investissements étrangers en France, qu'il s'agisse des uns et des autres, ce sont les actes qui témoignent. Et il en est de même pour la majorité présidentielle et pour la liste conduite par Laurent Fabius, illustrée par le projet de budget ou le 10^e Plan. Ce sont des faits, ce ne sont pas des procès d'intention.

Laurent FABIOUS hier, à ce qu'il faut appeler officiellement, mais chacun pourra juger l'heure de vérité, a chanté le mot social, mais la vérité justement, c'est que le contenu reste le même que celui que préconise Giscard d'Estaing, Simone Veil, Périgot : austérité, casse industrielle, démantèlement du Secteur public, c'est ça le social dont il parle. Au fond, la question de bon sens et la réponse vient pour les uns et pour les autres et vous l'avez noté avec nous, comment ces hommes politiques et ces patrons-là, feraient-ils à BRUXELLES, le contraire de ce qu'ils font à PARIS, à MARSEILLE ou à TOULOUSE.

Nous considérons que rien n'est joué et nous entendons poursuivre et élargir la lutte comme vous le faites ici, contre les méfaits, et les exigences de l'intégration, pour les revendications et aussi pour d'autres réponses pour de vraies solutions.

Cette coopération qu'elle soit mutuellement avantageuse, parce qu'elle se fonde sur les intérêts des travailleurs et des peuples. C'est vrai qu'il y a autre chose à faire, qu'il est possible de faire autrement que cette Europe de la régression et du re-partage financier ou industriel. L'essor économique en Europe exige autre chose et c'est d'abord le progrès social pour les travailleurs et pour les peuples.

Et bien pour participer à cette lutte-là, avec beaucoup d'autres, évidemment, ça exige toujours plus de lucidité, mais ce n'est pas vrai seulement pour des luttes, et il en faut de la lucidité aussi à chaque étape importante pour les travailleurs. Je pense aux Elections européennes. La C.G.T., vous le savez, n'a jamais pris pour habitude de devenir muette parce qu'il y avait des élections.

Pas plus d'ailleurs que n'importe quelle autre organisation, en tout cas en toutes occasions, nous avons à parler juste, et à parler vrai, nous continuons finalement notre action et d'un

même mouvement nous exposons nos analyses, nos divergences, parce que les uns et les autres finalement s'expriment sur le terrain, au jour le jour, dans les luttes, sur les revendications, à chaque étape de la lutte, la question est posée, il n'y a pas de neutralité possible pour qui que ce soit, les uns et les autres choisissent finalement leur camp. Ce n'est un secret pour personne, les travailleurs, leurs revendications, ou le choix du patronat et du capital. La poursuite de l'austérité dans l'intégration européenne ou les moyens pour développer le progrès social et économique.

Regardez DASSAULT, l'AEROSPATIALE, ROUDIÈRE, RENAULT, ou les autres, regardez SMIC à 6.000 F, aux libertés à l'entreprise, protection sociale, ou emplois, et bien, il y a ceux qui soutiennent les travailleurs en lutte et puis il y a les autres.

Et puis aujourd'hui, si nous sommes heureux et nullement surpris de trouver à nos côtés Sylviane AINARDI avec ceux qui luttent, nous ne saurions taire l'absence et les positions des formations politiques qui soutiennent les chemins de l'Europe de l'Europe 92 et qui assaillent les travailleurs.

À tous égards, nous entendons assumer nos responsabilités de syndicalistes, mais à tous égards, pour aujourd'hui et dans l'immédiat, il y a la question qui est posée, c'est de faire de cette journée d'Action, de cette puissante manifestation, un point d'appui mobilisateur, pour donner confiance, pour élargir, pour rassembler toujours plus et pour gagner.



ACTEURS DES LUTTES, ILS ONT DIT

U.D. GERS

G. BERGES

« ...Dans le Gers, les industries de l'agro-alimentaire sont durement attaquées : la LAITÉRIE de VILLECOMTAL avec un développement important, la précarité, l'emploi, dégraissage les effectifs. L'Europe ça veut dire demain pour le Gers, un département complètement désertique où il n'existera absolument plus rien !... »

HOPITAL DE MONTAUBAN

« ...La manif pour l'emploi nous concerne, car à l'Hôpital, nous attendons la décision pour la création de 70 emplois dont nous avons absolument besoin pour améliorer les conditions de soins auprès des malades. Ces emplois sont vitaux pour l'avenir de notre Hôpital. Nous voulons une Europe, une Europe qui consacre ses biens et sa richesse, à donner aux gens la possibilité de se soigner, de se soigner tous... »

ALSTHOM TARBES

« ...Alsthom casse et préfère faire du profit au travers du rapprochement des unités étrangères, Espagne, Angleterre, Belgique et détruire le potentiel technique et industriel qu'on a dans l'Etablissement de Tarbes.. »



LE 43^e CONGRES DE LA SYNDICALISATION

UNE DECISION MAJEURE

La V.O. du 29 mai a publié l'appel aux salariés de notre pays sur la syndicalisation. Cartes sur table posant les vrais enjeux sans rien masquer les réalités telles qu'elles sont.

Cette adresse à l'ensemble du monde du travail est destinée à parvenir par millions aux intéressés. Non comme un tract parmi d'autres, mais un moyen d'engager le dialogue, le débat sur les problèmes réels qui se posent dans les relations entre eux et pour l'adhésion à la CGT, le renforcement de nos organisations et le perfectionnement de leur activité.

Le congrès l'a posé avec une grande force : cela ne peut plus continuer comme ça dans ce domaine. Regardant la vérité en face, il a décidé, engageant toutes nos organisations, à s'attaquer comme il faut à une situation qui, si elle devait durer, porterait un grave préjudice à l'ensemble du monde du travail, à sa capacité à défendre ses revendications.

La CGT telle qu'elle est aujourd'hui mérite mieux qu'un million d'adhérents, mais

surtout à la dimension dont les travailleurs ont besoin dans les conditions actuelles de la lutte. Là est bien la question fondamentale.

Cela implique les décisions et initiatives nécessaires et concrètes pour conduire cette bataille, en sachant qu'elle n'est pas simple, en sachant qu'il n'y a pas de recettes magiques, mais en ayant pleinement confiance dans la capacité des forces de la CGT. Déjà, un tiers de nos organisations ont plus d'adhérents, donc plus de forces pour mener les luttes revendicatives.

Oui, le syndicalisme de lutte, celui qui défend les intérêts des travailleurs, celui qui comprend les réalités de la lutte de classe, a un grand avenir.

Encore faut-il quelles que soient les difficultés et quelles que soient les circonstances, prendre les mesures et faire ce qu'il faut.

Nous sommes capables de faire la CGT aux effectifs nécessaires pour mener le combat, et pour que les salariés aient envie de se syndiquer, il faut que

nous ayons cette pratique dynamique, offensive, rassembleuse, efficace que nous avons décidé de mettre en oeuvre.

Cette adresse du congrès, qui constitue vraiment une résolution exceptionnelle pour animer une bataille permanente et sans précédent pour la remontée des effectifs et des forces organisées de la CGT, et la syndicalisation de masse en son sein est d'une portée considérable.

Reconquérir nos forces syndicales, remonter nos effectifs, aboutir à un taux de syndicalisation correspondant à ce que la CGT est réellement dans le pays, pour faire face aux coups portés, pour gagner des revendications, telle est la tâche essentielle.

Y engager la CGT toute entière, tous ses syndiqués dans chaque syndicat, chaque section syndicale pour en débattre dans l'entreprise avec chaque catégorie de salariés, pour le parainage de l'entreprise à côté : faisons entrer le congrès dans la vie.

25 JUIN POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT

Les délégués au 43^e Congrès, en présence des représentants des centrales syndicales de plus de quatre-vingt pays, venus des cinq continents, affirment avec conviction que le désarmement nucléaire, chimique et conventionnel est la voie obligée qui permettra à l'humanité de vaincre le sous-développement, d'établir une véritable sécurité internationale globale et collective, basés sur la négociation et les coopérations mutuellement avantageuses entre tous les pays.

Tout doit être fait pour qu'avec le concours de toutes les forces pacifiques, la planète soit débarrassée de toutes les armes nucléaires d'ici l'an 2000.

Ils invitent tous les salariés de notre pays à s'inscrire avec confiance dans la logique du désarmement, en dénonçant la

politique de surarmement de la France, en exigeant qu'elle s'engage dans une vraie réduction des dépenses de surarmement, en renonçant à la fabrication et à l'expérimentation de nouvelles armes nucléaires.

Ils les invitent à participer de plus nombreux possible à la manifestation nationale organisée le 25 juin à l'initiative de l'appel des Cent et soutenue par plus de 100 organisations nationales.

Ce jour-là ensemble, nous ferons que Paris, deux cents ans après la déclaration des droits de l'homme, devienne la capitale du droit de tout homme à la paix.

Montreuil, le 24 mai



• **Face aux coups portés, pour les revendications, 1^e quinzaine de juin, quinzaine de luttes sur chaque lieu de travail, et de renforcement.**

• **Elargir l'action, faire converger les luttes, temps fort et de rassemblement des salariés :**

**UNE PUISSANTE JOURNEE
LE 22 JUIN 1989**